

Kithima à Jua : "Je suis prêt à réconcilier Mobutu et Tshisekedi"

Après avoir annoncé qu'il déposera une plainte à charge du bureau de la Commission des biens mal acquis de la CNS pour imputation dommageable (lire Jua n° 439), M. Alphonse Roger Kithima bin Ramazani, ancien secrétaire général du défunt Parti-Etat, le MPR, s'est confié longuement à "Jua" pendant deux heures pour parler de ses biens, du parti UNDP qui est encore en gestation, de la CNS, de la démocratie et de la crise politique au Zaïre. M. Kithima, qui a déclaré ne rien envier aux actuels acteurs politiques au Zaïre, a refusé à quiconque le droit de l'écartier de la classe politique dans notre pays. Pour le fondateur de l'UNDP, il est aberrant et malhonnête aux jeunes de croire que les vieux n'ont plus de place dans la 3ème République naissante. Seul le verdict populaire doit trancher. S'il est à déplorer le comportement de certains vieux dans la gestion de la 1ère République, il n'est pas moins vrai que les jeunes ont été pour beaucoup dans la mégestion de la 2ème République. Car le président Mobutu a travaillé avec beaucoup des jeunes et la plupart étaient des cadres universitaires, des décideurs et des grands concepteurs. M. Kithima n'est pas tendre avec les intellectuels zaïrois qui dissimulent aujourd'hui la vérité pour des visées de propagande politique. Pour lui, il faut partager la responsabilité de l'échec et de la réussite du défunt Parti-Etat. M. Kithima s'est dit aussi disposé à offrir ses bons offices en tant que collaborateur de l'époque du président Mobutu et ancien collègue au Premier ministre Tshisekedi pour les ramener au "dialogue créateur", seul capable de les aider à décriper l'environnement politique actuel dans notre pays. En "matérialiste dialecticien", M. Alphonse Roger Kithima n'a pas moins fait découvrir l'autre face d'un Kithima syndicaliste, contestataire de toujours, un homme qui en dépit de l'avancement de l'âge, ne veut pas mourir politiquement dans ce pays. Un Kithima qui se veut humble et simple mais qui n'acceptera jamais d'être considéré comme un invertébré politique au Zaïre. C'est cet homme, qui s'est "refugié" voici bientôt un an pour ses activités économiques à Goma, que nous avons interrogé. Sans complexes et sans ambages. C'était en sa résidence qui somnole au bord du lac Kivu à Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu, le jeudi 21 janvier 1993.

Jua : M. le président, en créant votre propre parti, vous confirmez votre départ définitif du MPR et de la mouvance présidentielle ?

A.R. Kithima bin Ramazani : Merci pour la question. D'abord rectifiez car je ne veux pas faire le "Zaïrois" en me faisant appeler président d'un parti. Mon parti est encore en gestation. Tous ses documents de base sont au ministère de l'Intérieur pour l'agrément. De toute façon, je veux préparer un jeune, humble et dynamique comme secrétaire général. Dans un proche avenir, nous allons démarrer avec des réunions constructives de notre parti avant de le lancer officiellement. Revenons à votre question maintenant. Le 25 novembre 1991 avant l'élection du Bureau provisoire de la CNS, j'avais présenté ma démission à M. Vunduawe, alors président des FDU, et lui fis savoir que jusqu'à nouvel ordre je n'acceptais aucune activité politique et suspendais ma participation aux travaux de la Conférence nationale souveraine. C'est donc en un indépendant avec toute sa liberté de conscience que j'ai pris cette initiative me conformant ainsi aux normes de la démocratie. Je n'appartiens plus à l'une ou l'autre tendance qui se disputent l'hégémonie du Zaïre. De toute façon, mon parti va s'allier avec d'autres partis politiques du pays.

Jua : Qu'est ce que votre parti apporte de neuf au contexte politique actuel dans le pays ?

K.B.R. : Sachez d'abord qu'il y a une multitude inutile des partis politiques au Zaïre. Aucun d'eux n'a apporté du nouveau. La plupart sont sans programme. Ce sont des partis créés pour la circonstance ou pour être à la CNS. En tant qu'ancien dirigeant du MPR, je dois assumer la responsabilité comme les autres malgré mon caractère permanent de contestataire. Le projet du MPR était meilleur. Seule son application n'a pas été stricte. Le MPR, Parti-Etat, n'était plus un parti politique. Il était devenu un système global et globalisant. Aujourd'hui, certains intellectuels dissimulent la vérité pour des raisons de propagande politique. Nous devons partager la

responsabilité de l'échec et de la réussite du MPR. A cet effet, je vais me présenter au plateau de la T.V. pour une autocritique valable. Mon parti sera orienté pour l'application de certaines décisions heureuses qui ont été freinées par ceux-là qui se trouvent aujourd'hui dans ce que nous appelons vulgairement "opposition".

Jua : M. Kithima, n'estimez-vous pas qu'en créant votre parti, vous ne cherchez qu'à vous repositionner vous sachant mis de côté par la nouvelle classe politique zaïroise ?

K.B.R. : Nul n'a le droit de m'écartier de la classe politique. Au Zaïre, on a l'impression que les vieux n'auront plus des places dans la 3ème République. Ailleurs, les jeunes et les vieux se présentent devant le peuple pour trancher. Si je veux me repositionner, je ne demanderais l'avis de personne. Seul le verdict populaire nous départagera. Laissons la démocratie percer son rôle. Si je voulais me repositionner, dès le 24 avril 1990, j'allais déjà créer un parti.

Jua : M. Kithima, le président Mobutu tout comme M. Nguz ont comparé la Conférence nationale souveraine à une montagne qui a accouché d'une souris. Sans rancune, comment pouvez-vous juger la CNS ?

K.B.R. : L'idée d'un forum préparatoire à la 3è République m'a convaincu et je suis de ceux-là qui étaient favorables à la CNS. Ayant dirigé plusieurs congrès, je croyais que la composition des participants à la CNS devait nous amener à la transformation qualitative de notre société. Et ce, par un choix judicieux de ces délégués. Car au niveau des partis politiques, aucun critère de base n'a été suivi. Il fallait des délégués des partis installés dans au moins 6 régions du pays ou des délégués élus par leurs militants à la base. Quant à la Société civile, la présence des Eglises et autres confessions religieuses ainsi que les ONG reconnues a été très appréciable. Mais quant à envoyer à la CNS des délégués de mutualités ou des associations des coiffeurs et autres transporteurs de charettes, ce forum avait failli échouer. Aucune observation à émettre sur les délégués

des institutions publiques car ils représentaient l'administration. S'agissant du déroulement des travaux, en dehors des discours de politique générale qui ont été intéressants ainsi que certains actes ayant proposé la réorganisation des institutions du pays, le reste a été presque un théâtre dans lequel, à cause des divergences, beaucoup ont exprimé leur rancœur à l'endroit des anciens collaborateurs de M. Mobutu. Jusqu'à devenir un forum des représentants de la colère, de la jalousie, de la haine et de basses intrigues. Je ne dirais pas de toute façon que les travaux de la CNS ont été négatifs. La CNS n'a pas été une montagne qui a accouché d'une souris. Il est vrai que certains de ses actes ont été similaires aux décisions du feu Comité central du MPR. Mais, je suggère qu'après la transition, les élus de la base au sommet se réunissent encore pendant un mois dans une autre CNS pour revoir les documents présentés par la récente en vue d'améliorer ceux qui sont positifs et de les adapter aux réalités de la 3ème République. Parlant des élus, je voudrais que l'opinion sache que les élus du peuple sont différents des désignés du peuple et de l'administration qui nous ont représentés à la CNS. Une CNS qui a manqué le caractère démocratique dans le choix de ses membres.

Jua : M. Kithima, continuez-vous toujours à nier d'avoir pillé le pays ? Car à voir les richesses que vous possédez en biens meubles et immeubles au pays comme à l'étranger, on n'en revient pas. Aviez-vous toutes ces richesses quand vous étiez syndicaliste ?

K.B.R. : Cette question est tendancieuse. Elle dénote de certains caprices qui ne sont pas de nature à bien informer la masse. Elle relève de la fantaisie. J'occupais de hautes fonctions parmi les Noirs avant l'indépendance. J'ai fait 45 ans de service. J'ai été fondé de pouvoir des sociétés nommé par l'Europe. J'ai eu ma première voiture de marque Zéphyr en 1954. Déjà, en 1952, j'avais une moto de marque Lambretta. Mon salaire était supérieur à celui d'un Européen engagé localement. Mon dernier salaire en 1959 fut de 15.000 Frs congolais alors qu'un expatrié ne touchait que 6.000 Frs ! Comment à un homme de 45 ans de service et qui touchait 15.000 Frs, vous demandez s'il peut posséder des maisons, alors qu'une maison valait 6.000 Frs ? En tant que journaliste, vous ne pouvez jamais vous poser la question de savoir d'où les hommes qui n'ont travaillé que pendant 10 ans ou un peu plus après l'indépendance ou pendant la 2ème République, ont trouvé des villas, des aéronefs, des maisons etc ? La CNS a siégé. Des gouvernements de transition se sont succédés. Des ministres de 6 à 8 mois se sont achetés des villas, des véhicules, des maisons au pays et à l'étranger. Avant l'indépendance, j'avais une situation enviable. Ensuite j'ai lutté dans des organisations syndicales nationales et étrangères.

Jua : Quid des biens mal acquis ?

K.B.R. : A la zaïrianisation, j'étais Commissaire d'Etat aux Affaires politiques chargé de la coordination des activités du Parti. En quelque sorte Premier ministre ministre. Né à Kisangani, j'ai dû accepter la

suggestion d'acquérir la Scierie de Mangobo en rapport avec les activités d'exploitation forestière de mon frère aîné Sabiti Idi (qui vit encore à Kisangani). Je prends à témoin l'ancien gouverneur Valérien Salumu Amissi qui milite aujourd'hui dans l'UDPS et qui a connu les activités de cette scierie. La dette de l'OGEDEP était de 75.000 Z. Malheureusement, ce Blanc, qui a pu s'échapper ne laissant pas de traces, avait pris le soin de prélever tout l'argent à l'UZB-Kisangani et même l'argent versé par notre client, la Brasserie. Après avoir mis un veto de paiement, j'ai notifié l'OGEDEP. J'avais aussi acquis la scierie de Ono dans la collectivité de Kashi-Manianga au Bas-Zaïre. Les élus du Bas-Zaïre ne voulant pas que j'en dispose, j'ai dû l'abandonner à cause d'une politique tribale. A part de ces deux petites unités de production, mon nom ne figure pas sur les listes des assassins et des détourneurs des deniers publics. Je dispose des concessions de Kibombo ex-Belgika que j'ai achetées à tempérament à la SIPEF à Anvers après l'accord du général Bangala qui gérait les intérêts et qui en était le premier propriétaire. Retenez aussi que l'Etat zaïrois me doit beaucoup. L'Education nationale occupe ma maison depuis bientôt 20 ans à Kisangani. Elle n'a jamais payé un rond pendant les 10 dernières années. J'avais payé de mes propres fonds les soldats à Kindu à un certain moment. A la création du défunt Comité central du MPR, j'avais supporté les frais d'impression des papiers et le paiement du personnel pendant 2 mois. Par ailleurs, ayant fait beaucoup d'argent avec mon frère aîné dans le commerce de la cassitérite de la Sominki et exporté plus de 2.000 Kg d'or entre 1982 et 1985 à travers le premier comptoir d'achat d'or du Kivu (AFRIMINES), nous avons réuni les fonds nécessaires pour nous mettre à l'abri des besoins fondamentaux de la vie. N'oubliez pas aussi qu'en 1960, étant sénateur du Maniema, j'ai créé la Plantation agricole du Kivu (PAKI) pour la vente du café. Quant à mes maisons, j'ai une grande résidence à Binza (Kinshasa) achetée par crédit bancaire à la BCZ à l'époque de M. Delvoix à 27.000 Z. Ce crédit a été apuré en 3 ans. J'ai une maison à Bruxelles sur crédit de 6.000.000 francs belges après avoir donné un acompte de 2.000.000 francs belges à la Banque Société Générale sur l'avenue Louise à Bruxelles. Ce crédit a été aussi apuré 3 ans après. J'ai une villa à Nairobi. J'ai une maison à Goma et une autre à Bukavu ayant appartenu au baron de Malengreau et enfin une maison construite en 1958 sur fonds d'avance à Ndolo à Kinshasa. En fin de compte, je possède une imprimerie achetée au propriétaire à 10.000 dollars que M. Nendaka m'avait prêtés. J'ai acheté moi-même les machines de deuxième main dans le 11ème arrondissement de Paris en France. M. le journaliste, n'est-ce pas là une honte à la Commission des biens mal acquis de considérer la 2ème personnalité du système du Parti-Etat comme pilleur de la République pour avoir seulement acquis 2 petites scieries alors que des jeunes gens qui ont évolué dans ce système sont visiblement et scandaleusement riches après 5 ou 10 ans d'exercice de pouvoir ! A mon départ de la CNS, je me suis installé à Goma où j'exploite officiellement la cassitérite. Si j'étais

margoulin, je trafiquerais comme les autres le font. Dans le cadre de mes fonctions, le président Mobutu, chaque fois qu'il me confiait des responsabilités, tenait à m'adjoint d'autres qui s'occupaient des finances. C'est le cas de Kamanda wa Kamanda, Mabi Mulumba ou Vunduawe. Ma collaboration avec Mobutu était franche et sincère. Je lui disais la vérité. Jamais d'hypocrisie comme ceux qui m'accusaient et qui se retrouvent dans l'opposition aujourd'hui. Acteurs de la scène hier aujourd'hui ils accusent cette scène.

Jua : Quel peut être le plan Kithima pour dénouer la crise politique actuelle au pays ?

K.B.R. : L'amour claque les portes devant les exigences du "moi" minuscule. Tandis qu'il ouvre sur Dieu et les autres. Lorsque tous les politiciens défendent le peuple par un changement qualitatif c'est la révolution, l'abandon d'un système pour un autre qui satisfait ce peuple. Je prône le "dialogue créateur" condition sine qua non pour expulser le "moi". C'est ça le plan Kithima. Mobutu et Tshisekedi, ayant tous besoin de la population pour se hisser au pouvoir, doivent dialoguer afin d'éviter la misère de ce peuple. Je peux, en tant qu'ancien collaborateur du président Mobutu et ancien collègue du Premier ministre Tshisekedi, offrir mes bons offices. Je peux aussi leur exprimer mon mécontentement pour leurs attitudes actuelles.

Jua : Que pensez-vous de la géopolitique chère à votre ancien directeur de cabinet, feu Enoch Nyamwisi ?

K.B.R. : En tant que nationaliste, je suis contre la géopolitique qui est un échappatoire. Au lieu du métissage ethnique, on veut ramener le peuple au tribalisme et au sectarisme. Je suis opposé au fédéralisme mais opte pour une large décentralisation qui mène au fédéralisme en évitant la balkanisation.

Jua : Et feu Nyamwisi, était-ce un homme politique, un homme d'Etat ou un opposant ?

K.B.R. : Parler de Nyamwisi après sa mort est inutile. C'était un élément de grande valeur que j'ai connu en tant que mon directeur de cabinet. Je ne peux que demander que son âme repose en paix. La mort d'un ami ou d'un adversaire suscite toujours de méditation. C'était un garçon d'une intelligence rare.

Jua : Pour terminer, quelle est votre vision en tant que "matérialiste dialecticien" de la 3ème République ? Avec Mobutu à la tête ou avec quels politiciens ?

K.B.R. : Peu importe le président qui sera élu. Aucun gouvernement au Zaïre ne peut réussir s'il n'y a pas l'éducation du peuple pour la res publica, pour que la 3ème République ait des dirigeants humbles dépourvus de tout sens du profitariat. Pour ce faire, les politiciens doivent éduquer le peuple au lieu de s'entre-déchirer et créer une mystique de travail chez le peuple. Car, à voir l'oligarchie et la prodigalité de ceux qui dirigent la transition depuis Lunda Bululu, je crains que la 3ème République ne soit pire que la 2ème dirigée par ceux-là qui voudront rattrapper leur retard.